



Les comptes de la Nation en 2017

Le PIB accélère (+ 2,2 % après + 1,2 %), le pouvoir d'achat des ménages augmente modérément

En 2017, l'activité accélère nettement en France : le produit intérieur brut (PIB) en euros constants s'accroît de 2,2 %, après + 1,2 % en 2016 et + 1,1 % en 2015.

La consommation des ménages ralentit, mais les dépenses d'investissement accélèrent de façon notable. Les exportations accélèrent plus fortement que les importations, si bien que la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB en volume redevient légèrement positive. Néanmoins, le déficit des échanges extérieurs augmente en valeur en raison du rebond des prix pétroliers. Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages ralentit, du fait de l'accélération des prix. Le taux d'épargne des ménages augmente légèrement, alors que le taux de marge des sociétés non financières est stable à 31,9 %.

David Berthier, Étienne Debauche, Pauline Meinzel, département des Comptes nationaux, Insee

En 2017, le produit intérieur brut (PIB) croît de 2,2 % en euros constants, soit un rythme nettement supérieur à celui des trois années précédentes (+ 0,9 % en 2014, + 1,1 % en 2015 et + 1,2 % en 2016 ; *figure 1*).

La production accélère de façon notable (+ 2,5 % après + 1,5 %), de même que les consommations intermédiaires (+ 2,9 % après + 1,9 %). La production manufacturière en volume accélère en 2017 (+ 2,1 % après + 1,7 %). Elle demeure toutefois inférieure de 5 % à son plus haut niveau, atteint en 2007. Sa progression s'accroît dans la plupart des branches, à l'exception de l'agroalimentaire (+ 0,3 % après + 0,7 %). La production agricole, notamment végétale, se redresse après une très mauvaise année 2016 (+ 2,2 % après - 5,4 %) tandis que la production de gaz et d'électricité croît au même rythme qu'en 2016 (+ 1,3 %). L'accélération de la production est également marquée dans la construction (+ 3,4 % après + 0,2 %) ainsi que dans la plupart des branches de services principalement marchands (+ 3,0 % après + 1,9 %).

La consommation présente une contribution à la croissance en baisse en 2017 (+ 0,8 point après + 1,4 point). À l'inverse,

les contributions des autres composantes de la demande sont en hausse : le commerce extérieur (+ 0,1 point après

1 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2017			Contribution à la croissance du PIB en volume
	2015	2016	2017	En milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Évolution en valeur (en %)	
Produit intérieur brut (PIB)	1,1	1,2	2,2	2291,7	0,7	2,8	2,2
Importations	5,9	3,0	4,0	733,0	2,1	6,2	1,2
Total des emplois finals	2,2	1,6	2,6	3024,7	1,0	3,6	3,4
Consommation effective des ménages	1,4	2,0	1,1	1592,8	1,1	2,2	0,8
dont : dépense de consommation							
– des ménages	1,5	2,1	1,0	1191,0	1,3	2,2	0,5
– individualisable des administrations	1,3	1,7	1,7	353,6	0,3	2,1	0,3
Consommation collective							
des administrations publiques	0,4	0,7	0,5	186,5	1,4	1,9	0,0
Formation brute de capital fixe, dont :	1,0	2,8	4,5	515,9	1,2	5,7	1,0
– entreprises non financières	3,2	3,4	4,1	288,7	0,7	4,9	0,5
– ménages hors entrepreneurs individuels	- 1,5	2,8	5,6	120,9	1,9	7,6	0,3
– administrations publiques	- 4,6	0,2	1,4	77,5	1,7	3,1	0,0
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,3	- 0,4	0,2	21,7	///	///	0,2
Exportations	4,6	1,5	4,5	707,7	0,8	5,3	1,3

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

-0,5 point), l'investissement des entreprises (+ 0,7 point après + 0,5 point) comme celui des ménages (+ 0,3 point après + 0,1 point), ainsi que les variations de stocks (+ 0,2 point après -0,4 point).

La consommation des ménages marque le pas

Les dépenses de consommation des ménages décélèrent nettement en volume en 2017 (+ 1,0 % en euros constants, après + 2,1 % en 2016). Toutefois, les dépenses de consommation sur le territoire national ralentissent plus modérément (+ 1,3 % après + 1,7 %), car le rebond des dépenses des touristes étrangers (+ 8,2 % après - 5,9 % en 2016) compense en partie la faiblesse de la consommation des ménages résidents. Les dépenses alimentaires se stabilisent (0,0 % après + 0,9 %) tandis que celles en énergie, eau et déchets diminuent légèrement (-0,6 % après + 2,4 %) du fait d'une fin d'hiver 2016-2017 particulièrement douce. En revanche, les achats de biens manufacturés restent orientés à la hausse (+ 1,4 % après + 1,9 %) : les dépenses en matériels de transport (principalement automobiles) perdent un peu de leur dynamisme (+ 4,1 % après + 7,4 %) tandis que celles en « autres biens manufacturés » accélèrent (+ 1,0 % après + 0,2 %), notamment dans l'habillement. Les dépenses en services continuent d'augmenter (+ 0,9 % après + 0,8 %), portées notamment par les services de transport (+ 2,9 % après + 1,3 %), l'hébergement et la restauration (+ 4,7 % après + 3,0 %) ainsi que l'information et la communication (+ 1,2 % après - 0,9 %).

En 2017, les dépenses totales d'investissement et de consommation des administrations publiques progressent au même rythme qu'en 2016 (+ 1,4 % en euros constants).

L'investissement progresse très fortement

La formation brute de capital fixe (FBCF) de l'ensemble des agents économiques accélère

nettement en 2017 (+ 4,5 % après + 2,8 % en 2016). Son niveau dépasse désormais en volume celui de 2008. L'investissement des ménages progresse très fortement (+ 5,6 % après + 2,8 %), du fait à la fois d'achats très dynamiques de logements neufs et du nombre record de transactions enregistrées dans l'ancien. Malgré une diminution des livraisons de matériels militaires, l'investissement public accélère en 2017 (+ 1,4 % après + 0,2 %), porté par les dépenses en bâtiment et en travaux publics. L'investissement des entreprises non financières (ENF), déjà dynamique en 2016 (+ 3,4 %), accélère encore en 2017 (+ 4,1 %) : si les achats de biens manufacturés ralentissent légèrement en 2016 (+ 4,9 % après + 5,5 %), les dépenses des ENF retrouvent des couleurs dans la construction (+ 0,9 % après - 0,5 %) et, surtout, restent vigoureuses dans l'information et la communication (+ 8,3 % après + 7,2 %) ainsi que dans les services aux entreprises (+ 2,7 % après + 0,7 %).

Les décisions des entreprises influent également sur l'activité *via* leur comportement de stockage. En 2017, les entreprises ont davantage stocké que l'année précédente. Ainsi, les stocks contribuent positivement à la croissance du PIB, à hauteur de + 0,2 point après - 0,4 point en 2016 (*figure 2*). Au total, en 2017, l'investissement des entreprises et le stockage contribuent à hauteur de + 0,8 point à la croissance du PIB, après + 0,1 point en 2016.

Forte accélération des exportations en 2017

En 2017, les exportations en volume accélèrent fortement (+ 4,4 % après + 1,5 %) et les importations de façon plus modérée (+ 4,0 % après + 3,0 %). De ce fait, le commerce extérieur contribue positivement à la croissance de l'activité (à hauteur de + 0,1 point de PIB) pour la première fois depuis 2012. L'accélération des exportations concerne d'abord les produits manufacturés (+ 5,0 % après + 1,9 %), à l'exception des matériels de transport (+ 5,3 % après + 6,0 %). En revanche, les

exportations agricoles demeurent en berne (- 3,4 % après - 2,9 %) malgré le rebond de la production. Les exportations de services ralentissent (+ 2,5 % après + 4,1 %) tandis que les dépenses des touristes étrangers se redressent très fortement. Les importations accélèrent nettement dans les biens d'équipement (+ 5,4 % après + 2,9 %) et demeurent très dynamiques dans les matériels de transport (+ 9,3 % après + 10,5 %). En revanche, en valeur, malgré la nette amélioration de l'excédent touristique, le solde des échanges extérieurs se dégrade (- 7,0 milliards d'euros, soit - 0,3 point de PIB), du fait du rebond des prix des hydrocarbures.

Le pouvoir d'achat des ménages ralentit

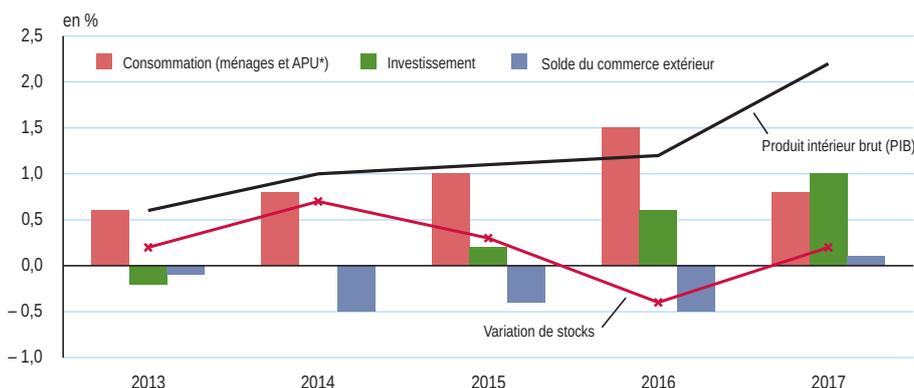
En 2017, le revenu disponible brut des ménages progresse de 2,6 % en valeur (après + 1,7 % l'année précédente ; *figure 3*). Mais parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale accélère nettement (+ 1,3 % contre - 0,1 % en 2016), du fait notamment du rebond des prix des hydrocarbures. Le pouvoir d'achat du revenu disponible ralentit donc (+ 1,3 %, après + 1,8 % en 2016). Cette évolution est mesurée sur l'ensemble des ménages. Compte tenu de la croissance de la population et de l'évolution de la taille des ménages, le pouvoir d'achat au niveau individuel (pouvoir d'achat par unité de consommation) augmente de 0,7 % en 2017.

En 2017, l'accélération du revenu disponible brut de 2,6 % en valeur est essentiellement imputable aux revenus nets d'activité (contribution de + 1,6 point après + 1,1 point en 2016) ainsi qu'aux revenus nets du patrimoine (contribution de + 0,8 point après - 0,1 point en 2016) qui comprennent à la fois les revenus de la propriété et l'excédent d'exploitation des ménages propriétaires de logements. *A contrario*, la contribution négative des impôts courants sur le revenu et le patrimoine s'accroît (- 0,4 point après - 0,2 point en 2016). La contribution des prestations sociales en espèces augmente légèrement (+ 0,7 point après + 0,6 point en 2016). En revanche, les transferts des ménages, notamment vers le reste du monde, contribuent négativement cette année.

Les salaires nets reçus par les ménages augmentent sensiblement plus vite qu'en 2016 (+ 3,0 % après + 1,8 %) grâce à l'amélioration de la situation sur le marché du travail. Cette accélération reflète aussi bien celle de l'emploi salarié total (+ 1,2 % après + 0,8 %) que celle du salaire moyen net par tête (+ 1,8 % après + 1,0 %). En revanche, le revenu mixte net des entrepreneurs individuels stagne (- 0,3 % après + 1,2 % en 2016).

En 2017, les revenus de la propriété nets perçus par les ménages se redressent (+ 4,9 % après - 5,2 % en 2016), en raison notamment de la hausse des revenus des contrats d'assurance-vie : les rendements des

2 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



* Administrations publiques.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

contrats investis en euros diminuent moins qu'en 2016 tandis que les rendements des contrats investis en unités de compte progressent fortement. Par ailleurs, la poursuite de la baisse du taux moyen sur les crédits immobiliers souscrits par les ménages améliore l'excédent brut d'exploitation dégagé par les ménages propriétaires d'un logement en réduisant leurs consommations intermédiaires.

En 2017, les impôts courants sur le revenu et le patrimoine payés par les ménages accélèrent (+ 2,3 % après + 1,0 %) : la baisse de l'impôt sur le revenu consentie aux ménages les moins aisés est largement compensée par la nette progression des revenus imposables perçus par les ménages en 2016.

Les prestations sociales en espèces reçues par les ménages progressent à un rythme très proche de l'année précédente (+ 1,9 % après + 1,8 %). Les prestations familiales accélèrent, principalement sous l'effet d'une revalorisation plus importante liée à l'accélération des prix. La progression des dépenses d'assurance maladie est contenue (+ 1,9 %). La montée en charge de la prime d'activité pousse également à la hausse les dépenses de prestations. En revanche, les prestations d'assurance chômage ralentissent, en lien avec la diminution du nombre de demandeurs d'emplois.

Le revenu disponible brut des ménages ne rend pas compte de l'ensemble des ressources dont ils disposent. En effet, au-delà de leurs dépenses de consommation, les ménages disposent également de biens et de services dont le coût est pour l'essentiel pris en charge par la collectivité : éducation, santé, aides au logement versées aux locataires, notamment. En 2017, le revenu disponible ajusté des ménages, qui englobe ces dépenses, accélère également (+ 2,5 % après + 1,6 %).

En ralentissement marqué, la dépense de consommation des ménages en volume croît moins rapidement que leur pouvoir d'achat, de sorte que le taux d'épargne des ménages progresse de 0,3 point pour s'établir à 14,3 %. En revanche, le taux d'épargne financière des ménages stagne à 4,4 %, du fait de la vive progression de leurs dépenses d'investissement (+ 7,2 % après + 3,6 % en 2016).

Le taux de marge des sociétés non financières reste stable

En 2017, la rémunération des salariés des sociétés non financières accélère (+ 3,7 % après + 2,4 %) et croît à un rythme identique à celui de leur valeur ajoutée (+ 3,7 % après + 1,9 %). Les impôts sur la production nets des subventions s'accroissent également à un rythme proche de la valeur ajoutée. Ainsi, l'excédent brut d'exploitation augmente de 3,6 %, après + 1,6 % en 2016 et une forte progression en 2015 (+ 8,8 %) imputable à la montée en charge du crédit d'impôt pour la

3 Quelques éléments du tableau économique d'ensemble

à prix courants, en milliards d'euros, en %

	Évolution en % (sauf italiqes)			Niveau
	2015	2016	2017	2017
Produit intérieur brut, dont :	2,3	1,4	2,8	2 291,7
Valeur ajoutée au prix de base	2,1	1,2	2,6	2 042,1
Impôts sur les produits nets des subventions sur les produits ⁽¹⁾	3,8	2,7	5,2	249,6
Revenu national brut	2,3	1,3	3,2	2 348,5
Revenu disponible brut de l'ensemble de l'économie	2,5	1,3	3,3	2 302,8
Valeur ajoutée brute des secteurs				
Valeur ajoutée des entreprises	2,5	1,1	2,5	1 399,7
Sociétés non financières	3,0	1,9	3,7	1 186,0
Entreprises individuelles	-1,3	-0,1	0,2	131,6
Sociétés financières	1,1	-6,7	-9,0	82,1
Valeur ajoutée des administrations publiques	0,6	1,0	2,2	374,6
Éléments de partage de la valeur ajoutée				
Rémunération des salariés des entreprises	1,4	1,9	3,6	850,4
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	5,7	-0,4	1,0	512,9
Rémunération des salariés des administrations	1,0	0,9	2,2	290,1
Sociétés non financières				
Excédent brut d'exploitation	8,8	1,6	3,6	378,1
Revenus de la propriété nets versés	23,6	6,7	-33,3	33,0
Épargne brute	9,7	-1,2	8,0	266,3
Formation brute de capital fixe	3,2	3,7	5,0	278,8
Variation des stocks	7,4	-8,8	5,5	21,9
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	8,0	-3,3	5,1	-10,2
Taux de marge ⁽²⁾	1,7	-0,1	0,0	31,9
Taux d'autofinancement ⁽³⁾	5,8	-4,6	2,7	95,5
Sociétés financières				
Excédent brut d'exploitation	-2,0	-24,0	-28,8	19,6
Formation brute de capital fixe	8,5	6,5	17,0	24,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	8,3	-1,9	-18,1	-3,2
Ménages, y compris entreprises individuelles (EI)				
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte hors EI ⁽⁴⁾	2,2	1,9	3,7	192,0
Revenu mixte net des EI	-0,2	1,2	-0,3	87,0
Salaires nets reçus	1,5	1,8	3,0	761,7
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature ⁽⁵⁾	1,5	1,8	1,9	495,4
Revenus de la propriété nets reçus	-0,8	-5,2	4,9	80,3
Impôts courants	1,7	1,0	2,3	226,7
Revenu disponible brut	1,2	1,7	2,6	1 389,0
Dépense de consommation finale	1,7	2,0	2,2	1 191,0
Revenu disponible brut ajusté	1,3	1,6	2,5	1 790,8
Consommation effective des ménages	1,7	1,8	2,2	1 592,8
Épargne brute	-1,9	0,0	5,0	198,0
Formation brute de capital fixe	-1,0	3,6	7,2	130,8
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-3,7	-5,6	1,9	61,0
Taux d'épargne ⁽⁶⁾	-0,5	-0,2	0,3	14,3
Taux d'épargne financière ⁽⁷⁾	-0,3	-0,5	0,0	4,4
Relations avec le reste du monde				
Exportations de biens (FAB)	5,3	-0,5	6,0	495,3
Importations de biens (FAB)	1,6	0,4	8,2	536,2
Exportations de services - importations de services	-3,9	-1,1	5,4	15,7
Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde	4,6	-1,4	12,2	12,5
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation	16,7	-7,2	5,1	-12,8

(1) Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et d'autres impôts sur les produits (TICPE, taxes sur les tabacs, sur les alcools...).

(2) Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute.

(3) Epargne brute / formation brute de capital fixe.

(4) Excédent principalement tiré de la location de logements, y c. les loyers imputés que les propriétaires se versent à eux-mêmes, et de l'autoconsommation.

(5) Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement des prestations en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RSA).

(6) Epargne brute / revenu disponible brut.

(7) Capacité de financement / revenu disponible brut.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

compétitivité et l'emploi (CICE). En 2017, le taux de marge reste donc stable à 31,9 %.

Les sociétés non financières bénéficient en outre d'une évolution très favorable du solde des revenus financiers. D'une part, les dividendes nets versés diminuent en 2017

(-7,3 milliards d'euros), du fait d'une hausse plus forte des dividendes reçus que des dividendes versés. D'autre part, la charge nette d'intérêts continue de s'alléger malgré la légère hausse des taux d'intérêt intervenue courant 2017. L'épargne brute des sociétés

non financières se redresse donc fortement en 2017 (+ 8,0 % après - 1,2 % en 2016) sous les effets conjugués du dynamisme de l'excédent brut d'exploitation et de l'amélioration du solde des revenus financiers.

L'investissement des sociétés non financières est plus dynamique en 2017 qu'en 2016 (+ 5,0 % en euros courants après + 3,7 %). La progression de l'épargne étant plus forte que celle de l'investissement, le taux d'autofinancement augmente en 2017 (+ 2,7 points) et s'établit à 95,5 %.

L'activité des sociétés financières baisse encore en 2017

La valeur ajoutée des sociétés financières baisse de nouveau en 2017 (- 9,0 % après - 6,7 % en 2016). Cette baisse touche les établissements bancaires comme les sociétés d'assurance.

La valeur ajoutée des banques continue de diminuer en 2017, davantage qu'en 2016 (- 10,1 % après - 3,8 %). Les marges d'intermédiation sur les crédits baissent en effet fortement, pénalisées par la hausse des taux interbancaires alors même que la vague de renégociations des crédits immobiliers, entamée en 2016, se poursuit en 2017 et diminue le taux d'intérêt moyen sur les stocks de crédits octroyés. En revanche, la production de services facturés augmente, mais seulement à hauteur de la hausse des consommations intermédiaires, de sorte qu'elle ne compense pas l'impact négatif sur la valeur ajoutée de la baisse des marges d'intermédiation.

La valeur ajoutée des sociétés d'assurance, très mal orientée en 2016, continue de se dégrader en 2017, principalement du fait d'un effet de périmètre : l'activité d'assurance à l'exportation de la Coface, qui contribuait pour + 1,3 Md€ à la valeur ajoutée des assureurs en 2016, est désormais intégrée dans le compte de l'État. Hors cet effet de périmètre, la valeur ajoutée des sociétés d'assurance aurait été stable en 2017.

Encadré 1

Les révisions du PIB en volume et du pouvoir d'achat

La publication du compte provisoire de l'année 2017 s'accompagne de la publication des comptes définitif (2015) et semi-définitif (2016), qui actualisent les estimations précédentes (mai 2017). Le taux de croissance du PIB en volume est inchangé en 2015 (+ 1,1 %) comme en 2016 (+ 1,2 %).

Pour l'année 2017, les comptes trimestriels avaient publié une estimation de la croissance du PIB à + 2,0 % lors de la première estimation du 1^{er} trimestre 2018. Celle-ci était corrigée de l'effet des jours ouvrables. Corrigée de cet effet, l'évolution du PIB est maintenant évaluée à + 2,3 % en volume pour 2017 (mais seulement + 2,2 % en données brutes), soit une révision de + 0,3 point. Alors que la croissance de la consommation des ménages est légèrement abaissée et que les variations de stocks contribuent moins à la croissance du PIB, les contributions de l'investissement et du commerce extérieur sont revues en nette hausse.

Dans le compte provisoire 2017, l'augmentation du revenu disponible brut des ménages est améliorée de 0,2 point par rapport à la première estimation des comptes trimestriels sur le 1^{er} trimestre 2018, principalement en raison de la révision en hausse des revenus de la propriété reçus par les ménages. L'évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages est revue à la baisse en 2017, de - 0,2 point, du fait d'une révision en hausse de + 0,4 point du déflateur de leur dépense de consommation, notamment sur les services financiers. Enfin, entre 2016 et 2017, la dynamique du taux d'épargne n'est en revanche pas modifiée : il augmente de 0,3 point sur l'année.

Encadré 2

Au-delà du PIB, le revenu national disponible

Le produit intérieur brut (PIB) est une mesure de l'activité productive sur le territoire d'un pays. Cet indicateur est privilégié dans le suivi de la conjoncture économique. Toutefois, une partie de l'activité enregistrée dans un pays sert à rémunérer des capitaux étrangers, ainsi que le travail transfrontalier effectué par les non-résidents. À l'inverse, une partie des ressources des résidents provient des revenus de placements à l'étranger, ainsi que de salaires perçus suite à des activités réalisées à l'étranger. C'est la raison pour laquelle la commission « Stiglitz » sur la mesure des performances économiques et du progrès social a recommandé de mettre l'accent sur le revenu national brut (RNB) plutôt que sur le produit intérieur brut. Cette démarche peut s'étendre jusqu'au revenu national disponible brut (RNDB), qui prend également en compte d'autres flux de revenus avec l'extérieur (contributions à l'Union européenne, prestations sociales, etc.).

En 2017, le PIB croît de 2,8 % en valeur. La progression du RNB est un peu plus forte (+ 3,2 %) en raison de l'amélioration du solde des revenus de la propriété (revenus reçus moins ceux versés au reste du monde). Le solde des autres flux de revenus avec l'extérieur étant relativement stable, la progression du RNDB est proche de celle du RNB (+ 3,3 %).

Le besoin de financement de la Nation se réduit

La dégradation de 12,5 Md€ du solde des échanges de biens en valeur, imputable notamment au solde énergétique, est en partie compensée par l'amélioration de 5,4 Md€ du solde des services à la faveur du rebond du solde touristique. Ainsi, le déficit des échanges de biens et de services ne s'alourdit que de 7,0 Md€. Par ailleurs, le solde des opérations de répartition s'améliore nettement, si bien

que le besoin de financement de la Nation se réduit de 5,1 Md€ et s'établit en 2017 à 0,7 % du PIB. ■

Bibliographie

- Ghiorghita É., Barry V. *et al.*, « Les comptes des administrations publiques en 2017 », *Insee Première* n° 1698, mai 2018.
- Rubrique « Comptes nationaux annuels », site www.insee.fr

Direction Générale :
88 avenue Verdier
92541 Montrouge Cedex
Directeur de la publication :

Jean-Luc Tavemier

Rédacteur en chef :

C. Lagarenne

Rédacteurs :

J.-B. Champion, C. Collin,
C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu,

Maquette : RPV

Impression : Jouve

Code Sage IP181697

ISSN 0997 - 3192

© Insee 2018

- *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques?collection=116>

- Pour recevoir par courriel les avis de parution (50 numéros par an) :

<https://www.insee.fr/fr/information/1405555>

Pour vous abonner à *Insee Première* et le recevoir par courrier :

<https://www.insee.fr/fr/information/2537715>

